

16 - 31 mai
2002

n° 175

neuvième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

Transport

DANZAS
SeaAir

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

Nouvelle donne ?

En annonçant le 20 mai la création d'un nouveau parti politique, le "Parti Norodom Chakrapong de l'Ame Khmère", le bouillant demi-frère du prince Ranariddh donne une sérieuse secousse au paysage politique du Cambodge. Il est trop tôt pour en prévoir exactement les effets : bref "coup de torchon" comme l'a été en juin 1994 la fantomatique sécession des provinces de l'est ? Ou bien recomposition durable des formations politiques ?

L'initiative du prince Chakrapong n'est pas une soudaine improvisation. Il avait déjà dit (*cn* 170) qu'il était disposé à sauver le Funcinpec du déclin à trois conditions : que le parti ait une position claire concernant l'aide sociale, la défense des frontières et la lutte contre la corruption ; - qu'il distribue les responsabilités en fonction des compétences et non de l'allégeance, et n'oublie pas les gens qui ont combattu pour lui sur la frontière ; - que le leader du Funcinpec soit changé. On peut imaginer que le point 3 surtout n'a pas eu l'aval du prince Ranariddh.

Plusieurs scénarios sont possibles :

- le nouveau parti attire une partie importante des membres du Funcinpec, qui souffrent de la coalition avec le PPC. Ce sont des gens de la base (par exemple d'anciens combattants oubliés dans la distribution des récompenses), mais aussi d'anciens hauts responsables du parti (Toan Chay, *cn* 71) qui avaient fait sécession après juillet 1997 (*cn* 76), ou qui en avaient été exclus, et des déçus divers. Dans cette hypothèse, le Funcinpec est affaibli, un peu, ou très, et le PPC va aux élections encore plus sûr de la victoire.

- ou encore le nouveau parti de Chakrapong s'allie au PSR pour former une opposition forte, avec un programme qui peut séduire : corruption, frontières, justice sociale ...

Dans ce cas, peut-être, les jeux ne seraient pas faits. C.n.

HUN SEN

Ma vision pour le Cambodge - les trois piliers du développement - six secteurs prioritaires - la politique industrielle

Après les élections de 1998, que des observateurs ont décrit comme "un miracle sur le Mékong", nous avons poursuivi une politique qui a permis une réconciliation nationale, hors de toute influence étrangère, qui a abouti à la destruction de l'organisation politique et militaire des khmers rouges et à l'unification de notre territoire national pour la première fois depuis quatre siècles.

Aussitôt après les élections de 1998, nous avons formulé une "stratégie triangulaire" qui a déterminé notre politique intérieure et étrangère :

1. construire la paix, restaurer la stabilité et maintenir la sécurité ;

2. Réaliser rapidement l'intégration dans la communauté internationale, en particulier dans la communauté des pays de la région et normaliser nos relations avec les institutions financières.

3. Promouvoir un développement qui repose sur la réalisation de réformes fondamentales : démobilisation, réforme administrative, réforme judiciaire et réformes économiques comportant celles du système bancaire et du système fiscal, loi foncière, réforme des pêches et lutte contre la déforestation illégale, protection de l'environnement.

Les récentes élections communales et l'établissement des conseils communaux ont marqué un nouveau progrès de la démocratie (...)

Ma vision pour le Cambodge

Ma vision pour le Cambodge : que cette première décennie du nouveau millénaire soit une décennie de croissance, de lutte contre la pauvreté, de progrès social et de prospérité pour les Cambodgiens.

Ma vision : créer une société harmonieuse, avec une éducation développée, culturellement vivante.

Ma vision : donner de l'élan à une nation autrefois forte et fière pour qu'elle devienne vraiment libre et indépendante, maîtresse de sa destinée, partenaire à part entière dans

Il s'agit ici d'abrévés non officiels, à partir des textes en anglais disponibles, des principales interventions faites le 15 mai au colloque organisé à l'Hôtel Le Royal par le US-ASEAN Business Council. C.n.

les affaires de la région et du monde.

Ma vision : une démocratie profondément enracinée dans la société cambodgienne, avec un état de droit et une bonne gouvernance, dans le respect des droits et de la dignité des Cambodgiens, dans tous les aspects de la vie, sociale et religieuse.

Les trois piliers du développement

Concernant le développement, il doit reposer sur trois piliers :

- le développement du secteur privé en aidant les investisseurs locaux et en attirant les investissements étrangers directs ;
- l'assistance extérieure au développement
- la mobilisation des ressources intérieures pour nourrir la croissance économique, créer de l'emploi et améliorer le niveau de vie.

S'agissant de la lutte contre la pauvreté elle comporte trois éléments :

- assurer une croissance à long terme de 6 à 7 % par an ;
- assurer une distribution équitable des fruits de la croissance entre villes et campagnes, riches et pauvres, hommes et femmes ;
- gérer pour le long terme l'environnement et les ressources naturelles.

Pour le développement des ressources humaines, un élément clé dans un monde où la créativité, le savoir faire, le facteur humain jouent un rôle déterminant, nous renforçons nos institutions pour favoriser les transferts de capitaux et de technologie au Cambodge.

10 champs d'action pour favoriser les investissements

Pour favoriser les investissements dont le rôle est crucial pour assurer le progrès et réduire la pauvreté, et qui nous permettront de nous passer de l'aide étrangère, le gouvernement agit dans 10 domaines :

1. il donne la première des priorités au maintien de la paix, de la sécurité, de la stabilité sur toute l'étendue du pays.

2. il a développé et renforcé le cadre légal et réglementaire concernant l'investissement et les affaires. Il vient d'adopter l'amendement de la loi sur les investissements. L'objectif est que la procédure soit simplifiée, transparente, prévisible.

(suite page 6)

Sommaire

Colloque sur le Cambodge pp. 1 - 2 - 3 - 6

Hun Sen
Keat Chhon
Cham Prasidh
Sok Chenda

La réforme administrative

Ngo Hongly pp. 5 - 6
Livres : la médiathèque p. 7
Patrimoine et francophonie p. 7
Médias p. 8

Situation et perspectives de

Keat Chhon

Ministre de l' Economie et des Finances

Le ministre de l' Economie et des Finances rappelle que pour maintenir un environnement socio-économique stable, le Cambodge doit assurer une **croissance de 6 à 7 % par an**, avec une inflation faible, un déficit de la balance extérieure compatible avec le volume des prêts concessionnaires et des investissements étrangers directs, une dette à un niveau raisonnable, et des réserves correspondant à environ 3,5 à 4 mois d' importations.

Une telle croissance doit nous permettre d' **augmenter le revenu moyen par tête de 800 dollars actuellement à 1000 dollars en 2010.**

"Pour atteindre cet objectif, nous réalisons notre second Plan de développement socio-économique 2001 - 2006 ("SEDPII") et le Plan intérimaire de réduction de la pauvreté ("PRSP"). Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- améliorer l' efficacité et la compétitivité de l' économie
- diversifier l' économie et élargir la base des exportations
- promouvoir le secteur privé, moteur de la croissance en améliorant l' environnement qui permet son développement
- mobiliser l' assistance internationale pour financer les structures économiques et sociales
- augmenter le taux de l' épargne nationale et maintenir un excédent budgétaire de façon à financer les investissements.

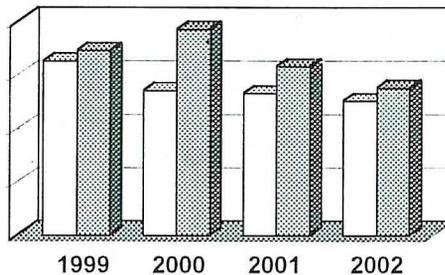
La période 1998 - 2003 est celle des réformes fondamentales, entreprises avec l' assistance technique d' institutions internationales et de pays tels que le FMI, l' ADB, l' UNDP, la Grande Bretagne, les Pays-Bas, dans des domaines comme la politique macro-économique, la réforme fiscale (administration et politique fiscales, administration des Douanes, budget), la réforme bancaire, les statistiques, le cadre juridique, ...

La réforme fiscale comporte, entre autres les priorités : - programme de lutte contre la contrebande; - gestion du trésor et du budget; - paiement direct des impôts au Trésor pour les plus imposés.

"Le gouvernement reconnaît que la transparence est essentielle pour combattre la corruption (...) Diminuer les procédures bureaucratiques, simplifier et moderniser le système fiscal, éliminer les règlements inutiles, motiver les fonctionnaires en leur donnant un niveau de salaire décent peut aider à réduire la corruption".

- davantage d' équité : le gouvernement attribue "une part massive du budget" aux secteurs prioritaires : Education, Santé, Agriculture et Développement rural.

Taux de croissance 1999-2002 révisés mai 2002



Les colonnes de droite indiquent les taux de croissance révisés en mai 2002 par l' Institut National de la Statistique avec le concours de l' ADB, les colonnes de gauche les anciennes estimations. Les corrections (annoncées par *cn* 173, note p. 2) sont importantes. Rappelons que, selon les prévisions de l' ADB publiées le 9 avril dernier, la croissance du Cambodge pourrait être de **6,1 % en 2003.**

- secteur bancaire : restructuration par diminution du nombre des banques et renforcement des banques commerciales, de façon à augmenter la confiance du public, et mieux mobiliser l' épargne pour favoriser l' investissement.

Un plan de 10 ans 2001 - 2010 prévoit le développement du secteur financier qui doit atteindre les normes internationales. Il concerne le secteur Assurances, un système de retraites, divers produits et institutions financiers non bancaires, un marché financier, un marché des capitaux, une infra-

structure légale et des systèmes comptables qui permettent d' établir l' état de droit dans les transactions commerciales et financières, et sur quoi s' appuieront les sociétés privées.

Bonnes performances

Grâce aux réformes réalisées, à l' amélioration de l' environnement mondial et régional, grâce aux bonnes performances de la Confection à l' exportation et à celles du Tourisme (+ 25 % au premier trimestre), à l' augmentation des recettes fiscales, **nous pouvons envisager pour 2002 une croissance plus élevée que prévu : 5,5 % au lieu de 5 %.**

L' Agriculture va se relever après les mauvaises conditions de l' année dernière, l' inflation devrait rester faible, le taux de change stable. Le secteur des services créera davantage d' emplois.

Cham Prasadh

Ministre du Commerce

La marche vers la libéralisation et l' économie de marché, commencée à la fin des années 80, a été spectaculairement accélérée au cours de ces dernières années, permettant aux exportations du Cambodge de dépasser 1 milliard de dollars pendant deux années consécutives.

Parmi les réformes-clé : - la suppression du monopole de l' Etat sur le commerce extérieur; - la suppression des restrictions imposées aux sociétés et aux individus dans la pratique du commerce international; - l' élimination de restrictions quantitatives et la rationalisation des taxes sur les produits importés et exportés.

Le gouvernement poursuit la réforme de son système de taxes. En avril 2001, le taux maximum des taxes, de 120 % était passé à 35 %.

Les licences imposées pour l' importation ou l' exportation de produits ont été pour la plupart supprimées, celles qui restent répondent à des exigences concernant la confection et les vêtements, la santé (médicaments, fertilisants, pesticides, insecticides ...), la sécurité (armes, matériels et véhicules militaires ...), les meubles en bois; à l' exportation les grumes sont interdites et les articles de confection sont soumis à quotas. Dans ces cas, une autorisation

A PROPOS ...

Procès

Le temps passant, il apparaît que le Secrétaire de l' ONU ne reviendra pas sur la non-participation de l' ONU au procès des khmers rouges. Restent trois options prévues par la loi (*cn* 171) : - le Cambodge demande sa collaboration à un pays; - il fait appel à des spécialistes et magistrats étrangers; - il fait le procès tout seul. Jusqu' à présent deux pays sont prêts à aider le Cambodge

en envoyant un magistrat : l' Inde et la Russie, nous dit le conseiller de Hun Sen Om Yentieng

Polders de Prey Nup

Inauguration officielle, le 14 mai, des polders de Prey Nup, en présence du Premier Ministre Hun Sen, du Ministre des Ressources en Eau, de l' Ambassadeur de France A.J. Libourel. La réhabilitation des 92 km de digues construites dans les années 30, financée par la France (AFD), met environ 13 000 ha à l' abri des remontées

d' eau salée et permettra à plus de 40 000 personnes de vivre de l' agriculture (*cn* 152).

RFI en Asie

Radio France Internationale pourrait diffuser des émissions sur l'Asie, à partir de l' automne prochain, 1/2 heure le matin et le soir, nous dit le président J.F. Cluzel, venu au Cambodge inaugurer un troisième relais, à Kompong Som (94,5 FM), après ceux de Phnom Penh (92 FM) et de Siem Reap (92 FM).

Routes

Le réseau routier est en cours de reconstruction rapide. Par exemple, selon divers voyageurs - la route 48, de Sre Ambel (RN4) à Koh Kong, reconstruite par les militaires thaïlandais, est praticable. Large, latéritée, 151 km, elle traverse les Cardamomes. Quatre bacs pour voitures et pick-up. Quantité de petits ponts sont en cours de construction. Leur contournement et certains passages en travaux peuvent être difficiles ou incertains par temps de pluie pour les deux roues motrices.

L' économie cambodgienne

ministérielle est nécessaire.

la super fast track pour attirer les investisseurs

L'intégration économique du Cambodge est en bonne voie. Il est devenu en avril 1999 le 10ème membre de l'ASEAN et s'est engagé à diminuer progressivement ses taxes à l'importation de biens en provenance des autres pays membres jusqu'à une fourchette de 0 à 5 % avant l'an 2010.

Tous les produits doivent être répartis dans les quatre catégories : "inclusion list", "temporary exclusion list", "sensitive list" et "general exclusion list" rappelle le Ministre [voir cn 112].

Deux points sont à souligner :

- 46 % seulement de tous les produits recensés sont dans l'"inclusion list" (produits qui ont des valeurs en douane inférieures à 1 million de riels, pour lesquels la diminution des droits est de peu de conséquence ndlr). La plupart des produits sont dans la "temporary exclusion list" (produits manufacturés que l'on souhaite protéger temporairement). Les 1,95 % restants sont dans la "restricted list".

- le rythme de la diminution des tarifs est lent. Les biens relevant de l'"inclusion list" ne devront atteindre la fourchette 0-5 % qu'en 2007. Et les produits relevant de la "temporary list" ne seront intégrés à l'"inclusion list" qu'entre 2005 et 2010, atteignant la fourchette 0-5 % pour 2010.

Je suis de l'avis que le Cambodge devrait choisir d'**accélérer le rythme de la diminution des tarifs** en transférant sans attendre pratiquement tous les produits de la "temporary exclusion list" à l'"inclusion list", et d'atteindre la réduction à 0-5 % des taxes dès l'année 2003, c'est à dire en même temps que les six premiers membres de l'ASEAN [les trois membres de l'ASEAN les plus récents, Laos, Vietnam et Cambodge ont droit à des délais plus longs ndlr].

C'est ce que j'appelle la "**super-fast track**" pour réaliser l'AFTA (Asean Free trade Area).

Pourquoi ? Le Cambodge, avec des taxes réduites, deviendra une base attrayante pour les activités exportatrices vers les autres membres de l'ASEAN.

Pour cela il faut que le plus grand nombre possible de produits relèvent aussitôt que possible de l'"inclusion list", et que les taxes qui les concernent soient réduites à un maximum de 15 %, et si possible moins.

Cette politique de "super fast track", qui était jusqu'ici inofficielle [le Ministre Cham Prasith l'avait exposée en janvier 2000 dans une conférence au Centre culturel, cn 128], je vais la soumettre à l'appréciation du Premier ministre, il me semble que le temps est venu d'en faire notre position officielle vis à vis de l'AFTA.

Alors que nous cherchons à intégrer l'OMT aussi vite que possible, cette approche contribuera à notre compétitivité dans un monde en rapide transformation.

Sur le plan régional

La coopération avec la Thaïlande est en plein développement, selon un projet (Thailand-Cambodia Joint Development Study) qui identifie 6 domaines :

- partenariat dans le marketing
- concept "deux royaumes une destination"
- substitution aux produits importés
- délocalisation d'activités thaïes au Cambodge
- renforcement de la compétitivité
- utilisation des infrastructures existantes.

Autres axes d'intégration :

- le Cambodge souhaite devenir membre du **Bangkok Agreement**, zone de préférences commerciales, que la Chine vient de rejoindre. Ce serait une étape intermédiaire vers l'**ASEAN-China Free Trade Area** qui pointe à l'horizon.

- concernant l'OMT, le Cambodge a beaucoup avancé dans le processus d'intégration. En juin ou juillet aura lieu la troisième phase des négociations (...) Le Cambodge s'est fixé un ambitieux calendrier concernant les lois encore manquantes.

Parmi les faiblesses, le ministre cite la **contrebande**. Selon une instruction du Premier Ministre du 19 décembre 2001, l'armée, la police, et les autorités locales doivent assister les Douanes dans les opérations anti-contrebande. Une commission interministérielle a été créée. Un plan d'assistance technique à travers l'UNDP et le FMI vise à renforcer la capacité des Douanes et à élever le niveau d'intégrité. Par exemple, des récompenses généreuses sont attribuées aux agents des Douanes qui participent aux opérations à succès.

Parmi les forces, 4 points clé :

- stabilité politique;
- stabilité macro-économique;
- cadre législatif sain, transparent, prévisible;
- avantages des GSP et MFN.

Il faut souligner que le Cambodge a été le premier pays au monde à lier les exportations aux conditions de travail [cn 173], c'est ce qui attire les commandes des plus grandes marques.

Sok Chenda

Secrétaire général du CDC

Selon les statistiques du CDC, les investissements agréés ont évolué ainsi :

	valeurs mio de \$	% de réalisation
1994	594	18
1995	2379	27
1996	803	29
1997	759	31
1998	855	50
1999	479	78
2000	269	91
2001	232	92

Selon ces chiffres, la diminution des investissements réels, doit être corrigée par un taux de réalisation en forte progression.

D'autre part, le CDRI, dans son "flash report" de mai, donne le chiffre de 27,2 millions de dollars de projets approuvés par le CDC au premier trimestre 2002, dont 20,3 pour la Confection, et le reste, 6,9 millions, principalement dans la construction de commerciale. Il y aurait ainsi net progrès par rapport au premier trimestre 2001 (+169 %). ■

A PROPOS ...

Durée : de 3h30 à 5 heures selon le véhicule et l'état du sol (expérience Cambodge Nouveau, mi-mai).

- la route 73 (ou 76 selon les cartes) qui, à partir de la RN 7 au nord de Kompong Cham, longe le Mékong, est très bonne jusqu'à Chlong (latérite, 60 km, 1 heure), et praticable de Chlong à Kratie (33 km, 3 bacs, 1 heure).

- la route 136 (ou 114) de Odoung à Oral est très bonne.

- la route 78 de Kratie à

Banlung et jusqu'à la frontière du Vietnam : très bonne.

- de Siem Reap à Sisophon, 110 km : très bonne (2 h30 à 3 heures). De Sisophon à la frontière : très bonne route bitumée.

- de Sisophon à Banteay Chhmar : 3h30.

- de Siem Reap à Anlong Veng : 120 km, très bonne route.

- pour atteindre Preah Vihear : restent 15 km à déminer. Actuellement : deux heures de marche (forte dénivelée).

- de Siem Reap à Kompong

Thom : 16 très bons km, ensuite route sans trous, très bonne à partir de Skun; durée jusqu'à Phnom Penh : 5 à 6 heures.

- de Battambang à Païlin : 82 km, les 40 premiers sont très bons, les 40 suivants très mauvais (les motos se font charger dans les pick-ups).

- de Païlin à la frontière : route "casino" : très bonne.

- Pursat - Battambang : presque terminée.

- Battambang - Sisophon : catastrophique (sauf une dizaine de km très bons au sud de

Battambang).

[Cambodge Nouveau prépare un Guide des Routes du Cambodge].

Avocats pas notaires

Il n'existe pas de notaires au Cambodge. En attendant une loi, ce sont les avocats qui en font office. En fait ces deux professions sont incompatibles, nous fait remarquer Me Paul Bin-Heng, avocat. Le gouvernement a récemment nommé par sous-décret un "avocat-notaire", c'est illégal, les avocats protestent.

la réforme administrative

Un exposé de Ngo Hongly, Conseiller du Ministre d'Etat Sok An

La réforme administrative, l'organisation des 163 000 fonctionnaires, connaît une transformation profonde. L'opinion n'en est peut-être pas consciente.

Un nouveau système de gestion

Auparavant, il n'y avait que 3 catégories de fonctionnaires : - *cadre A* : l'encadrement; - *cadre B* : les "techniciens", c'est à dire enseignants, médecins, ingénieurs, ...; - et *cadre C* : les gens à la réception, les chauffeurs, les "manuels". Les nominations étaient "politiques". C'était un système très statique, très peu motivant.

Maintenant il y a 4 niveaux, définis par le niveau de formation : **A** : minimum licence; - **B** : minimum bac + 2; - **C** : bac; - **D** : pas de diplôme. Il n'y a plus de recrutement "politique".

D'autre part l'ensemble des fonctionnaires a maintenant un statut particulier : - administration générale; - administration territoriale; - enseignants; - diplomatie; - cadres techniques.

Nous avons maintenant le cadre réglementaire qui permet de gérer efficacement la progression de chacun, par ancienneté : tous les deux ou trois ans, on monte d'un échelon.

On laisse pour l'avenir la progression par concours interne (et externe) pour monter d'un grade. Les textes existent. Pour l'instant, on termine le travail d'application du nouveau système - il reste l'Education nationale-. Ce sera fait en juin ou juillet prochains pour les 163 000 fonctionnaires.

Un nouveau système de rémunération

Nous sommes très fiers de cette réforme. Avec le même budget, le nouveau système, qui combine le système de carrière et le système d'emploi, a permis d'**augmenter les salaires des fonctionnaires de 38 % en moyenne, depuis le 1er janvier**. C'est une augmentation en termes réels, par rapport à la rémunération telle qu'elle existait en octobre 2001.

Ainsi le salaire moyen, qui était en octobre 2001 d'un peu moins de 20 dollars par mois, est passé à **presque 27 dollars**.

L'augmentation est en moyenne de presque 7 dollars par mois.

Les salaires les plus "remontés" ont été les niveaux supérieurs.

Avant, il n'y avait que deux échelons. Maintenant il y en a 14, avec des écarts de salaires importants, de presque 200 % de l'échelon 14 à l'échelon 1 (ex. : pour un cadre A : l'échelon 14 vaut 250 points, l'échelon 14 vaut 450 points). Tous les 2 ou 3

ans, on monte d'un échelon.

Ce système est beaucoup plus motivant que le précédent, et il permet des "manoeuvres fines" de la part des supérieurs hiérarchiques qui attribuent les points. C'est du reste un système qui existe couramment dans d'autres pays.

Un exemple concret de revalorisation

- **Le salaire moyen des fonctionnaires est passé de 20 à 27 dollars/ mois depuis le 1er janvier**
- **Objectif : 51 dollars en 2006**
- **Les missions prioritaires sélectionner les meilleurs**

des salaires : un directeur technique de province, qui touche actuellement environ 66 000 riels par mois, en touchera 147 000 avec le nouveau système.

Le sort des enseignants, dont le salaire moyen est de 32 dollars actuellement (et parfois 27,5, 110 000 riels, alors que le "minimum vital" est de 150 000 riels soit environ 37,5 dollars) va se trouver très amélioré.

Depuis le 1er mai, les enseignants qui ont suivi des cours pédagogiques (70 à 80 % d'entre eux) ont été augmentés de: catégorie D : 6000 riels/mois; C : 8000 riels; B : 10 000 riels; A : 12 000 (coût de ces hausses : 12 milliards de riels par an).

Amélioration aussi pour les médecins qui ne sont pas loin des enseignants.

Pour les cadres du niveau "AA", directeurs généraux, directeurs généraux adjoints, gouverneurs de province, inspecteurs généraux, inspecteurs d'université, professeurs de l'enseignement supérieur, ils touchent en moyenne 180 dollars par mois.

A partir du 1er mai, les salaires des vice-gouverneurs, les directeurs de départements, les doyens de faculté, les chefs de district, sont eux aussi revalorisés. Par exemple un chef de district va toucher 500 000 riels de plus, un directeur de département 650 000 riels de plus.

Prochaine étape : attribuer des hausses semblables aux sous-directeurs de départements.

Pour les plus bas salaires (personnel d'entretien, nettoyage ...), nous réfléchissons à un système qui ferait intervenir des sociétés privées.

Je tiens à souligner que ce nouveau système, cet instrument de gestion des fonctionnaires, qui de plus soulage les ministères et diminue les retards dans les paiements, ces améliorations de

salaires, nous les avons réalisés *avec le même budget*, en supprimant les "fantômes" (plus de 9000) et par des efforts de rationalisation.

J'ajoute : nous ne sommes que 15 personnes pour cela, sans experts étrangers, tous Khmers, mais très motivés; il nous arrive de travailler les week-ends ! Il me semble que c'est de la bonne gouvernance.

Passer de 27 à 51 dollars par mois

Nos efforts ne s'arrêtent pas là. L'objectif, chiffré, dans le cadre adopté par le Conseil des ministres du 19 octobre 2001, est de faire passer la moyenne des **rémunérations de la fonction publique de 27 dollars à 51 dollars en 2006**.

La moyenne des salaires des enseignants passera de 32 dollars actuellement à **55,6 dollars en 2006**.

L' "ensemble des missions prioritaires" ou PMG

Les ministères planifient beaucoup, mais on ne peut pas réaliser tous les projets. La méthode "Ensemble des Missions Prioritaires ou PMG (*Priority Mission Groups*), répond à cette situation : obtenir un effet maximum à partir d'une petite somme, comme un petit caillou jeté dans un étang calme crée des ondes importantes.

Pour chaque projet on pose trois questions : - répond-il aux priorités ? - quelles sont les qualifications requises ? - qui a ces qualifications ?

Chaque ministère fixe les priorités, évalue les qualifications et sélectionne les candidats. Les responsables de la réforme prennent les dossiers, décident, et contrôlent.

Trois comités inter-ministériels sont responsables : - de la sélection des dossiers; - de leur mise en oeuvre transparente; - et du contrôle de la réalisation.

Le conseil de la réforme peut intervenir à tout moment.

Les personnels sélectionnés, qui seront un peu des "commandos" dans la fonction publique, seront payés pour la durée de la mission correspondant au projet. Par exemple, quelqu'un du cadre A pourra toucher 150 dollars par mois en plus de son salaire.

On voit bien qu'un tel système est "à double tranchant". Les sélectionnés - qui seront 10 à 20 par ministère, c'est à dire très peu nombreux- seront très surveillés par les milliers de non-sélectionnés. Ces non-sélectionnés seront jaloux. Il faudra donc des

(suite page 5)

contrôles très sévères, une gestion serrée, beaucoup de pédagogie et de prudence.

Ce système des missions prioritaires n'est pas encore adopté : on attend l'anukret du Conseil des Ministres; c'est une question de semaines.

Ensuite, nous en discuterons avec les Ministères : critères de sélection, de choix des priorités, etc ... et nous allons donner du temps à la sensibilisation. Nous sommes déterminés, mais nous sommes prudents, nous ne devons pas viser l'efficacité seulement mais aussi l'effet du système sur l'ensemble des personnels. La mise en oeuvre n'interviendra que 3 mois au moins après l'anukret.

Nous prévoyons de sélectionner :

en 2002	1000 personnes
2003	500
2004	500
total 2006	2500

Peut être commencerons-nous à appliquer les Missions prioritaires aux ministères centraux (Finances, Plan, Fonction publique, Inspection), et non aux 27 ministères.

On peut critiquer ce système. Mais avons-nous le choix ? Si on ne choisit pas cette méthode de sélection, si par exemple on décide de distribuer uniformément une augmentation de salaire à tous, la part de chacun sera infime, et on n'obtiendra pas de progrès.

Ce système de mission prioritaire existe ailleurs : dans les ONG il y a des missions bien rémunérées, mais contrôlées, et temporaires. C'est courant aussi dans le secteur privé. On voit aussi que les bailleurs de fonds donnent des "incentives" à certains fonctionnaires chargés de missions particulières.

Dans des organismes relevant de l'administration comme l'EDC, la Régie des Eaux, certains hôpitaux, ... la gestion par projets existe. Au fond nous fonction publique, nous nous rapprochons des méthodes du secteur privé.

Pour que ce système fonctionne, il faut y consacrer **5 millions de dollars supplémentaires** sur l'ensemble des

5 années, en plus du budget prévu. En gros 1 million de dollars par an.

Sans le PMG, si l'on conservait le système actuel, le budget serait excédentaire.

Si le système PMG marche bien, peut-être qu'en 2006 on n'en aura plus besoin.

On peut évidemment estimer que les hausses de salaires prévues restent insuffisantes; qu'il faudrait aller plus vite. Peut-on le faire ? Non. Il faut rappeler que ces calculs sont faits dans l'hypothèse d'une croissance moyenne du PNB de 6 % par an. Que, d'autre part, les dépenses salariales ne peuvent pas dépasser 40 % des dépenses courantes sans mettre en péril les équilibres macro-économiques. C'est une limite que nous rappelle le FMI.

La formation à distance

Un programme de formation de 4 ans est en cours de finalisation avec la Banque Mondiale. Il vise à développer les ressources humaines que l'on répartit en trois catégories :

- les "executives" qui transforment la volonté politique en projets techniquement réalisables.
- l'encadrement, qui met effectivement en oeuvre les projets;
- les exécutants.

Ce programme va utiliser la formation à distance, ou "Global Distance Learning Network", qui utilise le réseau satellites. Les enseignants peuvent être à Singapour ou à ailleurs ..

Améliorer la qualité des services

Avec l'aide de l'UNDP, nous allons mettre en oeuvre une politique de déconcentration en même temps que d'amélioration de la qualité des services. Le projet en est à la finalisation.

Il faut simplifier les procédures, les rendre accessibles à tous, et transparentes. On a emprunté au privé le concept : "front office" et "back office", qui va bénéficier au citoyen moyen.

On me cite le cas d'une personne qui a fait venir un container de l'étranger

qui a eu à faire à 26 bureaux, et à qui l'opération a de surcroît coûté 20 dollars et une bouteille de whisky.

De même l'information du public : il faut que l'administration puisse répondre sans délai à des questions telles que "comment obtient-on un passeport ?". Et nous allons installer un réseau "intranet".

Aucun licenciement d'ici 2006

Il faut souligner que le recensement et toutes ces réformes ont été réalisés par nous Khmers, sans l'aide d'experts étrangers, contre l'idée des grands bailleurs de fonds qui voulaient un grand nombre de licenciements. Le ministre Sok An, a dit : "*pas de licenciements, on recense et on rationalise*". C'est ce que nous avons fait. **On ne prévoit aucun licenciement d'ici 2006.**

En fait le nombre des fonctionnaires, moins de 4 % de la population, est plutôt faible. Ce qui nous manque surtout, c'est la qualité.

Les bailleurs de fonds nous apportent une aide très précieuse, mais parfois ils ont leurs propres contraintes, qui ne correspondent pas toujours aux réalités du Cambodge, aux objectifs et aux contraintes propres du gouvernement. Ils sont parfois des freins plutôt que des moteurs.

Les vues des bailleurs de fonds doivent être prises en compte, mais ce sont les Cambodgiens, les responsables et la population, qui vivront avec ces plans et ces projets : "*le bateau passe, le port reste*".

L'assistance technique heureusement évolue: moins directive, plus participative. On est plus proche du partenariat.

Toutes les réformes visent, dans le contexte de la globalisation où nous sommes, à tirer le profit maximum de nos ressources humaines et financières pour améliorer la situation de la population.

Ce que nous avons réalisé témoigne de cette volonté politique. ■

Sur les principes et les grands axes de la réforme administrative voir Sum Manit dans *cn* 163.



**comin
khmère**

La garantie du résultat

Le spécialiste de :

- La climatisation
- La génération et distribution électrique
- Le traitement d'eau

Tel : (855) 23 426 056
cksales@comin.com.kh

(suite de la page 1)

3. sur mon initiative, le gouvernement et le secteur privé se rencontrent deux fois par an pour discuter des problèmes et leur trouver des solutions. Dans l'intervalle, 7 groupes de travail assurent le dialogue entre les entreprises et les ministères concernés.

4. pour lutter contre la contrebande, j'ai décidé de créer une coopération entre la police, l'armée, les autorités locales à tous les niveaux pour assister le département des Douanes.

5. le développement économique dépendant largement des lois et de la Justice, le Conseil des Ministres a mis au point un projet de réforme légale et judiciaire qui sera notre agenda pour les années qui viennent.

6. priorité est donnée à l'infrastructure physique : routes et ponts. Dans un proche avenir le Cambodge aura un réseau complet de voies de communications qui facilitera les échanges à l'intérieur du pays comme avec les pays voisins, et favorisera les investissements.

7. Electricité : pour en diminuer le coût, le plan stratégique prévoit l'installation progressive du réseau de transmissions intérieures, et avec des pays voisins. D'autre part la centrale de Kirirom sera opérationnelle dans un proche avenir. L'électrification des campagnes va commencer avec un réseau haute tension concernant 8 provinces.

8. pour permettre l'intégration du Cambodge, dans des organismes régionaux comme l'AFTA (Asean Free Trade Area), l'AIA (ASEAN Investment Area), l'AICO (Asean Industrial Cooperation Scheme), la GMS (*Greater Mekong Sub-region*), et dans l'OMC/WTO (*World Trade Organisation*), le gouvernement a pris des mesures pour libéraliser, décentraliser, moderniser les processus de décision.

9. déjà le Cambodge bénéficie des GSP et MFN.

10. Protéger et assurer les investissements existants : le Cambodge a signé des accords dans ces domaines avec nombre de pays (ASEAN, Chine, Corée, Suisse, ...), et a récemment rejoint le MIGA de la Banque mondiale qui garantit les risques politiques. Le Cambodge a été admis à l'ICSID, Centre international de règlement des litiges d'investissements.

Six secteurs prioritaires

Le Cambodge possède bien des avantages comparatifs : potentiel agricole, agro-industriel, industries de main d'oeuvre, industries de transformation, tourisme, productions et services divers grâce à ses ressources naturelles, son sol, son climat, ses ressources de main d'oeuvre, son héritage historique, ses plages, ses rivières, ses lacs, ses forêts, ... Ces

HUN SEN

potentiels attendent des investissements.

Le gouvernement a décidé de donner la priorité au développement de six secteurs :

- l'agriculture
- les infrastructures physiques, transports et télécommunications;
- l'électricité
- les industries de main d'oeuvre exportatrices;
- le tourisme;
- le développement des ressources humaines.

Dans ce contexte, le gouvernement a préparé pour les investisseurs une liste de projets de "BOT" concernant en particulier les routes, ponts et télécommunications.

Dans un avenir proche, en plus du développement du secteur Confection, le gouvernement va donner la priorité au développement d'activités telles que le jouet, la chaussure, l'assemblage d'appareils électriques et électroniques à usage domestique et industriel.

Pour attirer les transferts de technologie et de gestion, le gouvernement favorise le développement et l'amélioration des infrastructures pour répondre aux besoins de base : eau, électricité, télécommunications, information financière.

Politique industrielle

Notre politique en matière industrielle comporte 7 points :

- **poursuivre le développement des activités de main d'oeuvre** : confection, chaussure, jouets;

- **promouvoir l'agro-industrie** en renforçant le cadre légal. Le gouvernement va créer des incitations pour des usines de transformation de produits tels que : coton, jute, sucre, huile de palme, noix de cajou, caoutchouc, manioc, fruits.

- **développer les industries basées sur l'utilisation des ressources naturelles** : poisson, viande, ciment, briques et tuiles.

- **promouvoir les PME**, les micro-entreprises, l'artisanat. Il faut leur procurer de la micro-finance, des procédures simplifiées, des services marketing, de l'information sur le développement sectoriel.

- **encourager les transferts de technologie et diversifier les exportations** : assemblage d'appareils électriques et électroniques, avec un système de contrôle qui assure la qualité internationale et applique les lois sur la propriété industrielle.

- **établir des zones industrielles d'exportation** dans les environs de Phnom Penh, de Sihanoukville, de

Banteay Meanchey, de Koh Kong. Pour cela le gouvernement va construire les réseaux routiers, fournir l'eau, l'électricité, l'évacuation des déchets, la protection de l'environnement, assurer l'éducation et la formation professionnelle, améliorer les services de santé, construire des hangars, réduire les formalités douanières, etc ...

- **augmenter la production de biens de substitution** autant que possible : papier, produits chimiques (tels que fertilisants, acides), ciment, savon, peinture, appareils électriques, pompes hydrauliques, intrants agricoles

Le tourisme

Une mention particulière : le tourisme. Le Cambodge possède, en plus de nos sites culturels uniques, une grande diversité de centres d'intérêt naturels. Ces potentiels joueront un rôle crucial pour le démarrage économique. C'est pourquoi le tourisme est inscrit au nombre des 6 secteurs prioritaires. La politique d'open sky et diverses mesures ont déjà apporté des bénéfices substantiels. Le développement des infrastructures, aéroports, routes, ponts, ports, les réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, les télécommunications, vont favoriser encore l'arrivée des touristes et contribuer au développement économique.

On peut attendre beaucoup d'autre part des liens avec les marchés touristiques voisins, pays de l'ASEAN et de la GMS. Joindre ces pays dans une destination touristique unique apporterait des économies d'échelle et profiterait à tous. Le Cambodge s'efforce de joindre prochainement le T-ASEAN.

Volonté de coopérer avec le secteur privé

Le Cambodge a besoin de ressources pour développer ses productions et créer des emplois. Il nous faut aussi de la technologie, du savoir faire pour améliorer nos capacités et notre productivité, qui sont la force du secteur privé, moteur du développement.

Nous comprenons bien que dans un monde de globalisation, les capitaux et la technologie afflueront dans les pays qui font un bon accueil au monde des affaires et aux investissements. Notre gouvernement garantit aux investisseurs un environnement favorable en ce qui concerne particulièrement la paix, la sécurité, la stabilité économique et politique, le cadre légal et institutionnel, la transparence, la responsabilité, la prévisibilité.

Le gouvernement a la forte volonté de travailler en coopération avec les entreprises du secteur privé, aussi bien cambodgiennes qu'étrangères, avec l'objectif d'améliorer la situation de la population du Cambodge. ■



LIVRES

la Médiathèque du Centre Culturel

Entretien avec Olivier Jeandel
Responsable du Bureau du Livre

Ensemble, bibliothèque et médiathèque du Centre Culturel Français comptent 22 500 documents : 18 000 livres, 1000 CD et 2500 video-cassettes.

Ils attirent en moyenne 500 personnes par jour. Dans les 3 domaines, dans les 3 espaces "adultes", "enfants" et "vidéo" on peut parler de succès.

Au Salon du Livre à Paris, j' ai pu constater avec mes collègues responsables des bibliothèques du réseau culturel français réparties à travers le monde, en Asie -à Tokyo, Shanghai, Bangkok, Vientiane ...- et dans de nombreuses capitales africaines, que les caractéristiques, les rôles et les problèmes sont partout assez semblables.

Les prêts

Ils concernent en tout premier lieu *les bandes dessinées* : 40 % du total environ. Les emprunteurs : Français comme Cambodgiens

Viennent ensuite *les romans*, la fiction, surtout des auteurs comme F. Bizot, Houellebecq, Hougron, Duras, ... et des romans policiers. Les emprunteurs sont surtout les Français.

Troisième catégorie : les *livres sur le Cambodge*, des biographies aux romans.

Emprunteurs : les deux communautés.

Enfin : les *livres techniques* : sciences, droit, économie, manuels de français ...

les étudiants premiers utilisateurs

Sur les 1515 inscrits à la bibliothèque, les premiers utilisateurs sont les étudiants du Centre culturel (ils sont 5 à 6000 inscrits chaque année).

On observe une évolution du "rapport à la lecture" de ces étudiants. Ils s'

**22 500 documents
dont 18 000 livres
500 personnes par jour**

approprient la bibliothèque. De plus en plus ils empruntent des livres, ce qui marque une volonté de lire qui s' affirme. Le nombre des emprunts a presque doublé en 5 ans, il atteint maintenant 60 000 documents par an, et les emprunteurs sont de plus en plus des Cambodgiens. Cette évolution justifie les efforts entrepris, elle conforte tout le système.

Le succès de la bibliothèque de Phnom Penh auprès des étudiants vient pour une part de ce qu' elle joue un rôle complémentaire par rapport aux bibliothèques des facultés, qui n' ont pas les moyens d' augmenter leurs collections, de les améliorer.

Ainsi la bibliothèque du Centre culturel, comme les autres dans le monde, débordante de la mission première qui lui est assignée : être un centre d' informations sur la France contemporaine.

Nous avons beaucoup développé son rôle en faveur de la lecture publique : modernisation des locaux, mobilier, informatique et, concernant les livres : actualisation des collections, avec un "taux de rotation" proche de 3, qui est

élevé.

Il existe maintenant un bon fonds de livres sur le Cambodge, et sur l' Asie, il compte près de 1000 titres. Nous en faisons le catalogue qui sera bientôt "en ligne". Concernant le Cambodge, nous essayons d' être exhaustifs. Nous avons quelques livres rares, certains livres en anglais, et depuis 5 ans, nous achetons systématiquement tout ce qui est publié sur le Cambodge. Et nous avons des livres en khmer.

D' une façon générale il faudrait augmenter nos collections, mais nous manquons d' espace.

La bibliothèque est à mi-chemin du professionnalisme souhaitable, notamment en ce qui concerne les locaux. Livres et audio-visuel ne devraient pas être séparés par deux étages, avec la bibliothèque enfants de l' autre côté de la rue, c' est inconfortable pour l' accueil, et pour le personnel.

S' agissant de l' *audio-visuel*, il faudrait améliorer l' offre, et les cassettes ne devraient plus être des copies mais uniquement des originaux. On tient compte de l' offre existant à l' extérieur. A plus long terme, il faudrait introduire des DVD.

Une autre évolution indispensable : améliorer l' outil informatique, c' est à dire avoir un accès permanent à l' internet et des locaux correspondant mieux à la demande.

Un site ? On y travaille.

Pour la librairie du rez-de -chaussée, elle dépend du libraire local, qui est son partenaire naturel.



Patrimoine et Francophonie

C'était le thème du colloque organisé par l' AUF, Agence Universitaire de la Francophonie, à l' Institut de Technologie du Cambodge, le 16 mai, à l' occasion du 40ème anniversaire de la Francophonie. Parmi les interventions de nombreux

spécialistes éminents, après l' exposé introductif du professeur Georges Condominas, nous évoquons l' exposé de M. Sorn Samnang, président de l' Académie Royale du Cambodge, nous réservant de revenir par la suite sur ceux des autres intervenants.

Patrimoine et francophonie : quelques aspects historiques

Sorn Samnang reprend l' histoire des relations entre la France et le patrimoine du Cambodge à partir du traité franco-khmer du 11 août 1863 établissant le protectorat de la

France. Le Cambodge en a reçu un héritage culturel matériel et immatériel important et divers : diffusion de la culture khmère par les administrateurs et par l' EFEO, archéologues, historiens, épigraphistes, conservateurs, linguistes, ... formation d' une élite moderne par l' enseignement franco-khmer, formation de l' élite traditionnelle par l' enseignement religieux, création de l' Ecole des Arts, du Musée national, de la Bibliothèque et des Archives nationales, ...

"Les administrateurs des temps du protectorat et les chercheurs français (...) nous ont légué un remarquable patrimoine matériel et immatériel du Cambodge".

Mekong Libris

Librairie - Presse - Papeterie

Votre Nouvelle Librairie
au cœur de Phnom Penh !

Place de la
Poste Centrale
Phnom Penh
Cambodge

Tel: 023 884 304 • Portable: 012 804 751
Email: dg_distri@bigpond.com.kh



CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
détecteurs
votre
meilleur
investissement



Directeur de la publication
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Photos Philippe Bataillard
Impression CIC Centre Informatique
du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel 023 214 610 mob 012 803 410
E-mail cn@forum.org.kh



MEDIAS

complet de démobilisation : situation incertaine; - **organisation d'un service militaire** et mise en oeuvre : projet bloqué; - application du **sous-décret sur les appels d'offre** : pas fait; les appels d'offre sont une source majeure de corruption; - **réforme judiciaire** : situation incertaine, les tribunaux sont considérés comme sujets aux interférences politiques et financières; - **loi sur les investissements** : situation incertaine, les investissements on chûté ces dernières années; - **loi foncière** : elle a été adoptée le 30 août 2001, mais sans effets concrets. Les appropriations illégales continuent; - **augmentation du budget des secteurs sociaux** : situation incertaine. Une part importante des dépenses du gouvernement passe par le Conseil des ministres et le ministère de la Défense, par ses corps d'ingénieurs pour la construction des routes, et non par les ministères concernés. Réduire la pauvreté implique une bonne gouvernance et une lutte vigoureuse contre la corruption. Les bailleurs de fonds doivent demander au gouvernement des résultats concrets.

[d'après *Rasmei Kampuchea* 10. 5. trad. *The Mirror*].

Dangrek
Le CMAC démine la centaine d'ha de terrain encore miné dans les Dangrek, de façon à faire d'ouvrir cette très belle région aux visites touristiques, avec Anlong Veng, Koh Ker, etc ...

Zones protégées
Le Cambodge a créé 23 zones protégées, couvrant environ 20 % de la surface du pays : parcs nationaux comme le Bokor, Kirirrom, zones de protection de la vie sauvage, zones de protection forestière, zones de protection piscicole, zones de protection naturelle. Le Cambodge est maintenant très attentif à tout ce qui concerne ses ressources naturelles, a dit le ministre de l'Environnement Mok Mareth, et commence à se préoccuper de leur gestion.

[d'après *Koh Santepheap* 11.5. trad. *The Mirror*]

[d'après *Le Rénovateur*, *Vientiane* 25.4.]

Lao Aviation
Air France Consulting, filiale à 100 % d'*Air France*, va aider *Lao Aviation* à se redresser. Le plan proposé comporte : - une restructuration du programme aérien avec un jet de 100 places en leasing; - l'accrochage des vols laotiens sur les plages horaires d'*Air France* à Bangkok; - le développement des accords internationaux; - de nouveaux tarifs promotionnels; - le renforcement du management.

Le gouvernement de la RDPLao et *Air France Consulting* vont s'efforcer de trouver un ou plusieurs investisseurs pour entrer dans le capital de *Lao Aviation*.

[d'après *Le Rénovateur*, *Vientiane* 25.4.]

Vietnam : secteur privé
La production industrielle du secteur privé a augmenté de 21 % au premier trimestre, taux presque double de celui des entreprises d'Etat. Presque 36 000 nouvelles entreprises se sont enregistrées depuis janvier 2000. Les emplois dans le secteur privé ont plus que doublé de 1996 à 2000. Le secteur privé "formel" ne représente cependant encore que 8 % du PNB, contre 10,7 % pour les entreprises étrangères et 31,6 % pour le secteur d'Etat. Il faut le renforcer pour qu'il contribue à absorber les 1.4 millions de jeunes qui entrent chaque année sur le marché du travail

Faiblesse : le manque de prêts bancaires aux PME, malgré 34 banques privées, qui ne couvrent que 15 % du total des prêts. Des améliorations cependant : augmentation des prêts de deux banques d'Etat au secteur privé (*Vietcombank* : 32 millions de dollars pour les PME)

[d'après *Far Eastern Economic Review* 9.5.]

Cambodge Nouveau
Avec les professionnels
Pour les professionnels

Un m3 de bois est vendu 2500 bahts

entre 1960 et 1966; 92 km, en 1966-67; 92 km, en 1967-69.

La voie ferrée Phnom Penh - Takeo, 75 km, avait été construite

entre 1960 et 1966; 92 km, en 1966-67; 92 km, en 1967-69.

La France (Agence Française de Développement) consacrera 5 millions de dollars à la remise en état des locomotives.

[d'après *Veasna Khmer* 8-9.5, trad. *The Mirror*]

Coups illégaux à Samlot ?
Selon un responsable militaire la coupe illégale est pratiquée à grande échelle dans le district de Samlot, depuis 5 mois, par des militaires en collusion avec des Thaïs. Les lieux : Anlong Trapeu, Balang, Ou Snao, Ou Takoeng. La plus grande partie des grumes est de première qualité. Le transport est fait par camions, la nuit, 3 ou 4 camions par jour, parfois 8 ou 9. Ils passent la frontière à Saen Chao. 5 camions militaires "hippopotamus" et un tracteur sont utilisés.

Un m3 de bois est vendu 2500 bahts

entre 1960 et 1966; 92 km, en 1966-67; 92 km, en 1967-69.

La France (Agence Française de Développement) consacrera 5 millions de dollars à la remise en état des locomotives.

[d'après *Veasna Khmer* 8-9.5, trad. *The Mirror*]

Coups illégaux à Samlot ?
Selon un responsable militaire la coupe illégale est pratiquée à grande échelle dans le district de Samlot, depuis 5 mois, par des militaires en collusion avec des Thaïs. Les lieux : Anlong Trapeu, Balang, Ou Snao, Ou Takoeng. La plus grande partie des grumes est de première qualité. Le transport est fait par camions, la nuit, 3 ou 4 camions par jour, parfois 8 ou 9. Ils passent la frontière à Saen Chao. 5 camions militaires "hippopotamus" et un tracteur sont utilisés.

Un m3 de bois est vendu 2500 bahts

entre 1960 et 1966; 92 km, en 1966-67; 92 km, en 1967-69.

La France (Agence Française de Développement) consacrera 5 millions de dollars à la remise en état des locomotives.

[d'après *Veasna Khmer* 8-9.5, trad. *The Mirror*]

Coups illégaux à Samlot ?
Selon un responsable militaire la coupe illégale est pratiquée à grande échelle dans le district de Samlot, depuis 5 mois, par des militaires en collusion avec des Thaïs. Les lieux : Anlong Trapeu, Balang, Ou Snao, Ou Takoeng. La plus grande partie des grumes est de première qualité. Le transport est fait par camions, la nuit, 3 ou 4 camions par jour, parfois 8 ou 9. Ils passent la frontière à Saen Chao. 5 camions militaires "hippopotamus" et un tracteur sont utilisés.

Un m3 de bois est vendu 2500 bahts

entre 1960 et 1966; 92 km, en 1966-67; 92 km, en 1967-69.

La France (Agence Française de Développement) consacrera 5 millions de dollars à la remise en état des locomotives.

[d'après *Veasna Khmer* 8-9.5, trad. *The Mirror*]

Coups illégaux à Samlot ?
Selon un responsable militaire la coupe illégale est pratiquée à grande échelle dans le district de Samlot, depuis 5 mois, par des militaires en collusion avec des Thaïs. Les lieux : Anlong Trapeu, Balang, Ou Snao, Ou Takoeng. La plus grande partie des grumes est de première qualité. Le transport est fait par camions, la nuit, 3 ou 4 camions par jour, parfois 8 ou 9. Ils passent la frontière à Saen Chao. 5 camions militaires "hippopotamus" et un tracteur sont utilisés.

Un m3 de bois est vendu 2500 bahts

entre 1960 et 1966; 92 km, en 1966-67; 92 km, en 1967-69.

La France (Agence Française de Développement) consacrera 5 millions de dollars à la remise en état des locomotives.

[d'après *Veasna Khmer* 8-9.5, trad. *The Mirror*]

Service militaire

Il faut créer un service militaire obligatoire pour les jeunes à partir de 18 ans a déclaré le co-ministre de la Défense Tea Banh, sinon, avec les démobilisations en cours, 15 000 militaires en 2001 et 15 000 en 2002, l'armée en comptera plus que des chefs agés. Un rapport australien sur la défense du Cambodge préconise une armée à effectifs réduits mais bien entraînée, mieux armée, plus professionnelle. Le co-Ministre de la Défense Sisowath Sereyath a rappelé que pendant 30 ans l'armée cambodgienne a servi les intérêts de chefs militaires puissants, par l'exploitation des forêts, le trafic de la drogue et des êtres humains, l'appropriation de terrains, des mouvements politiques. Ce sont les obstacles que rencontre la réforme militaire en cours. Selon le général Pol Saroeun, le terrorisme ne touche pas le Cambodge, mais la pauvreté engendre la criminalité. Les problèmes auxquels l'armée doit faire face : le sida, la destruction de l'environnement et de la vie sauvage, le vol des trésors nationaux.

Objectifs non atteints

Le Parti Sam Rainsy fait le point sur 10 objectifs que selon lui, lors de la dernière réunion du GC à Tokyo en juin 2001, les bailleurs de fonds avaient fixés au gouvernement, et qui n'ont pas été atteints:

- **loi anticorruption** : toujours ajournée; - **National Audit Unit** : les membres ont été nommés, mais n'ont rien produit; - **loi sur l'exploitation des forêts et négociations avec les concessionnaires** : pas réalisé, les coupes illégales continuent; - **programme**

J'attends votre appel...

Depuis le 1er janvier 2002, et pour la première fois au Cambodge, certains conducteurs doivent légalement faire assurer leur véhicule. Alors que tout le monde ne sait pas encore très bien qui est concerné, la Loi prévoit déjà des amendes qui peuvent atteindre 400 US\$.

Combien ça coûte ?

Protégez vous en appelant notre ligne d'Assistance-Information. Nos opérateurs vous diront si la Loi vous oblige ou non à vous assurer. Dans l'affirmative, ils vous indiqueront la couverture qui vous convient, au meilleur prix.

Demandez-leur de vous adresser un dossier d'information

Les ONG doivent-elles s'assurer ?

complet (en khmer ou en anglais) contenant tout ce dont vous pouvez avoir besoin.

Ligne d'Assistance-Information

012 802 444

Service 24 hrs

Et les motos ?



indochine
INSURANCE

Lisez l'intégralité du Sous-Décret sur notre site www.indochine.net

No Problem Insurance Park 55, Street 178, Phnom Penh Tel: (855) (023) 210 701, 210 761 Fax: (855) (023) 210 501 E-mail: insurance@indochine.com.kh Web site: www.indochine.net